

Protection de l'Environnement
245 rue Garibaldi
69003 LYON

LYON, le 18/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LUSTUCRU FRAIS

659 RUE ELSA TRIOLET
ZONE DU VAL DE CHARVAS
69360 COMMUNAY

Références : PNE2023-405
Code AIOT : 0056901298

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement LUSTUCRU FRAIS implanté 659 RUE ELSA TRIOLET ZONE DU VAL DE CHARVAS 69360 COMMUNAY. L'inspection a été annoncée le 27/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUSTUCRU FRAIS
- 659 RUE ELSA TRIOLET ZONE DU VAL DE CHARVAS 69360 COMMUNAY
- Code AIOT : 0056901298
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LUSTUCRU FRAIS, installée sur la commune de COMMUNAY, depuis 2014, est une entreprise de transformation agroalimentaire. Le site compte 140 d'employés dont 83 au niveau de la plateforme logistique.

Son activité de production importante et croissante (2017 : 10 600 t / 2018 : 14 200 t) et les types d'installation font que cette société est soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions constructives et d'exploitation ;
- Émissions dans l'eau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 56	/	Sans objet
5	Autosurveillance (GI-DAF)	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 14	/	Sans objet
2	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 23 > I.	/	Sans objet
3	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 23 > II.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'usine de production de la société LUSTUCRU FRAIS est une structure dont l'aménagement et l'entretien sont globalement satisfaisants. Le suivi documentaire est correctement réalisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Par AAI : - Q1 semestriel Sprinklage au 05/12/2022. - Q1 triennal au 02/12/2020. - Q5 RIA au 15/12/2022 ; 1 non conformité (manomètre) ; suivi tracé. Par DESAUTEL : - Portes coupe feu et désenfumage au 01/07/2022. - Extincteurs et extincteurs CO2 au 17/05/2022. - BAES au 21/06/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 23 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Règles générales
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Par APAVE : - Q18 des 28 au 30/03/2023 ; 16 observations ; suivi effectué et tracé. - Q19 (thermographie) du 06/04/2023 ; 2 anomalies P1 et P2 ; suivi effectué et tracé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 23 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'outil de production
Prescription contrôlée : Sans préjudice de la réglementation relative aux équipements sous pression, l'outil de production (réacteur, équipement de séchage, équipements de débactérisation/stérilisation, appareil à distiller, condenseurs, séparateurs et absorbeurs, chambre de fermentation ou tempérée, fours, cuiseurs, tunnels de cuisson, autoclaves, friteuses, cuves et bacs de préparation...) est régulièrement contrôlé conformément aux préconisations du constructeur de cet équipement. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Planning défini faisant intervenir un contrôle et une maintenance en interne (mécanique notamment) et un contrôle et une maintenance par le fabricant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 56
Thème(s) : Risques accidentels, Transmission à l'inspection des installations classées
Prescription contrôlée : Les résultats des mesures sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.
Constats : L'exploitant est invité : - à faire parvenir à l'Inspection son arrêté d'autorisation de déversement ; - à utiliser l'application GIDAF.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance (GIDAF)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Autre, Transmission à l'inspection des installations classées
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.
Constats : L'exploitant est invité à utiliser l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet